



Le Potentiel d'Emploi des Femmes et Jeunes dans les Secteurs et Branches d'Activités Économiques au Mali

*Ousmane Z TRAORÉ, Lansine SOUNTOURA
et Aoua Saran DEMBÉLÉ*

Février 2022 / No.GSYE006

Contexte

Le chômage est un défi majeur dans la plupart des pays africains. En particulier, au Mali, le phénomène du chômage est relativement plus important chez les jeunes et les femmes. Selon INSTAT/EMOP, le taux de chômage des jeunes de 15 à 35 ans était de 20,2% en 2019. Les femmes (6,1%) étaient plus touchées que les hommes (4,9%). Le taux était deux fois plus important dans le milieu urbain (8,7%) qu'en milieu rural (4,3%). De même, les emplois vulnérables sont

* Le Consortium pour la Recherche Economique en Afrique (CREA) tient à remercier l'INCLUDE pour son soutien financier, technique et intellectuel.

majoritairement occupés par les femmes (55%), les personnes n'ayant aucun niveau d'éducation (81%) et vivant en milieu rural (80%). La distribution du chômage au Mali montre également des disparités régionales, avec des taux relativement plus élevés dans les régions de Gao (30,5%), Koulikoro (13,1%) et Kidal (10,7%) contre des taux moins élevés à Sikasso et Ségou (2,1%) et Tombouctou (1,2%). Par ailleurs, il faut noter que la pandémie de COVID-19 a contribué à exacerber le phénomène avec une perte d'emploi évaluée à 12% des emplois précédemment disponibles (INSTAT, juin 2020). Pour relever les défis liés à l'emploi des jeunes et des femmes, le gouvernement du Mali a mis en place plusieurs projets et actions durant les deux dernières décennies. Par exemple, depuis 2004, l'Agence pour la promotion de l'emploi des jeunes (APEJ) met en œuvre le programme emploi jeunes (PEJ) afin de répondre à la question du chômage des jeunes diplômés au Mali. Ce programme concourt à la création d'emplois pour les jeunes de 15 à 40 ans en milieux rural et urbain notamment en facilitant leur accès au marché du travail formel et au crédit. Dans le cadre de ce programme, l'APEJ met en œuvre le programme du stage de formation professionnelle, auparavant appelé « Volontariat de l'APEJ ». Ce programme a coûté 12 milliards de francs CFA et a bénéficié à 11 cohortes de jeunes diplômés maliens pour un total de 43 162 stagiaires dont 51% de femmes.

Problématique de recherche

Nonobstant les efforts du gouvernement malien pour relever les défis liés à l'emploi des jeunes et des femmes, fort est de constater que le phénomène du chômage demeure relativement élevé chez les jeunes et les femmes. Plusieurs facteurs structurels et/ou conjoncturels semblent expliquer ce constat. L'on peut citer, par exemple, l'inadéquation entre la formation académique et les besoins du marché du travail, le faible niveau de qualification et d'expérience professionnelle des jeunes, les difficultés d'accès des jeunes au financement, et la faible capacité d'absorption de la fonction publique et du secteur privé. Par ailleurs, les programmes et les instruments de politique d'emploi actuels au Mali ne semblent pas être définis en tenant compte des spécificités des secteurs économiques, régions, type d'acteur et nature de barrières. Or, le chômage ne touche pas les femmes et les jeunes dans la même mesure selon les secteurs/branches d'activité économiques, les régions, le type d'acteur sur le marché de travail et la nature des barrières. Dans le cadre de cette étude, il s'agit d'examiner les secteurs et les branches d'activités économiques ayant le plus fort potentiel de création d'emploi pour les femmes et les jeunes au Mali. Pour ce faire, l'étude est conduite en suivant une méthodologie combinant deux approches- quantitative et qualitative. L'approche quantitative est basée dans un premier temps sur des analyses descriptives de tendances centrales et de dispersion et sur des analyses graphiques. Dans un second temps, des estimations économétriques d'une fonction de production stochastique de type Cobb-Douglas ont été réalisées pour treize branches d'activité économique afin de déterminer

le potentielle de production et l'emploi potentiel associé. Ensuite, des analyses descriptives de la structure de l'emploi potentiel ont permis d'identifier les branches d'activités économiques ayant le plus fort potentiel de création d'emploi pour les femmes et les jeunes. L'approche qualitative d'analyse des barrières et des facilités pour l'emploi des jeunes et des femmes au Mali s'inspire du cadre proposé dans Chakravarty et al. (2017). La méthode d'analyse de contenu est appliquée sur des données issues de la littérature et des enquêtes qualitatives réalisées auprès de neuf groupes d'informateurs clés.

Contexte

Les programmes et les instruments de politique d'emploi actuels au Mali ne sont pas définis par secteurs économiques, régions, type d'acteur et nature de barrières. Or, il ressort que le chômage ne touche pas les femmes et les jeunes dans la même mesure selon les secteurs/branches d'activité économiques, les régions, le type d'acteur sur le marché de travail et la nature des barrières. L'identification et la prise en compte de ces spécificités dans les programmes et les instruments de politique d'emploi peut contribuer à favoriser l'insertion professionnelle des jeunes et des femmes au Mali.

Résultats de recherche

Cette étude s'appuie sur des données quantitatives et qualitatives issues de diverses sources. Les données quantitatives proviennent des bases de données de l'EMOP (2013-2020), des comptes nationaux (2012-2020), des données de la Banque mondiale (Indicateur de développement mondial, WDI) et de l'organisation internationale du travail (ILOSTAT) (1990-2016). Elles couvrent trois secteurs et vingt-une branches d'activités économiques. Ces données quantitatives sont complétées avec les données issues de la littérature et d'entrevues qualitatives réalisées auprès de neuf groupes d'informateurs clés.

Les résultats descriptifs indiquent que le phénomène du chômage et la situation des emplois vulnérables ou précaires touchent davantage les femmes, les jeunes de 15 à 35 ans, les personnes n'ayant aucun niveau d'éducation et les personnes vivant en milieu urbain. Les inégalités en matière d'accès des femmes aux emplois sont présentes et persistantes dans tous les secteurs de l'économie malienne. En revanche, ces inégalités sont plus importantes dans le secteur industriel que dans les autres secteurs. Lorsque l'on considère les branches d'activités économiques, on s'aperçoit que les inégalités d'accès aux emplois touchent fortement, voire très fortement les femmes dans 14 des 21 branches d'activités économiques au Mali. Elles touchent fortement, voire très fortement les jeunes dans 7 des 21 branches d'activités et certainement plus encore les jeunes femmes que les jeunes hommes.

Les difficultés des jeunes et des femmes à obtenir un emploi sont liées à des facteurs touchants directement l'offre de travail (barrières techniques et économiques, normes sociales, barrières politiques et institutionnelles) et indirectement la demande (accès au financement, instabilité politique, pratiques du secteur informel et accès à l'électricité). Les facilités se traduisent principalement par l'existence de programmes d'emploi des jeunes et la disponibilité des partenaires à investir dans la formation des femmes et des jeunes afin de faciliter leur insertion socioprofessionnelle. Par exemple, il existe des programmes de formation et d'insertion des femmes rurales, les veuves et les jeunes filles déscolarisées. Il y a également un cadre institutionnel fonctionnel et des instruments tels que la taxe emploi jeunes, et la taxe de formation professionnelle.

Il existe un réel potentiel de création d'emploi pour les femmes et les jeunes dans neuf des treize branches d'activités économiques examinées. Ce potentiel est relativement plus élevé dans les branches d'activités agricoles, de commerce, de transport et d'entreposage. Il est cependant inexistant dans les branches d'activités financières et d'assurance, d'information et de communication et des activités d'administration publique. Les investissements et l'insertion professionnelle des jeunes et des femmes dans ces branches d'activités économiques requièrent pour les autorités maliennes et leurs partenaires de réduire plusieurs barrières structurelles et conjoncturelles touchant directement l'offre de travail et indirectement la demande.

Recommandations politiques

L'étude suggère que l'efficacité des politiques d'emploi des jeunes et des femmes au Mali pourrait passer par la mise en place des programmes et des instruments basés sur les spécificités des secteurs/branches d'activités économiques, des régions, des types d'acteur et nature de barrières. La prise en compte de ces spécificités peut contribuer à favoriser l'insertion professionnelle des jeunes et des femmes au Mali. Plus spécifiquement :

- Les politiques publiques au Mali de lutte contre les inégalités d'accès aux emplois devraient davantage cibler les jeunes de 15 à 35 ans et les femmes et plus particulièrement ceux ou celles n'ayant aucun niveau d'éducation et vivant dans les milieux urbains ;
- Les interventions de politique sont nécessaires dans tous les secteurs de l'économie malienne afin d'atteindre pleinement l'égalité d'accès des femmes et des jeunes aux emplois. Néanmoins, ces interventions publiques pourraient se focaliser davantage sur les barrières liées à l'insertion des femmes dans le secteur industriel

- À court terme, les interventions en faveur de l'égalité d'accès des femmes et des jeunes aux emplois pourraient se concentrer sur la réduction ou la suppression des barrières dans neuf des treize branches d'activités économiques. Ces branches d'activités ont un potentiel de création d'emploi pour les femmes et les jeunes de 15 à 35 ans ;
- À moyen ou long terme, les politiques de formation et des programmes d'offre de stage pourraient faciliter l'insertion des femmes et des jeunes dans les branches d'activités plus productives. Il s'agit notamment les branches d'activités financières et d'assurance, d'information et de communication et des activités d'administration publique.
- Les mesures visant à favoriser l'investissement et la création d'emploi dans le secteur des services pourraient se focaliser davantage sur la stabilité politique, la lutte contre la corruption et les pratiques de concurrence déloyales des entreprises informelles. En revanche, elles pourraient efficacement favoriser les investissements et la création d'emploi dans le secteur industriel en améliorant la provision de l'électricité. Par ailleurs, les politiques de facilitation d'accès au financement pourraient s'avérer très utiles pour les deux secteurs économiques.



Mission

Renforcer les capacités des chercheurs locaux pour qu'ils soient en mesure de mener des recherches indépendantes et rigoureuses sur les problèmes auxquels est confrontée la gestion des économies d'Afrique subsaharienne. Cette mission repose sur deux prémisses fondamentales.

Le développement est plus susceptible de se produire quand il y a une gestion saine et soutenue de l'économie.

Une telle gestion est plus susceptible de se réaliser lorsqu'il existe une équipe active d'économistes experts basés sur place pour mener des recherches pertinentes pour les politiques.

www.aercafrica.org/fr

Pour en savoir plus :

- | | |
|---|--|
|  www.facebook.com/aercafrica |  www.instagram.com/aercafrica_official/ |
|  twitter.com/aercafrica |  www.linkedin.com/school/aercafrica/ |

Contactez-nous :

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique
African Economic Research Consortium
Consortium pour la Recherche Économique en Afrique
Middle East Bank Towers,
3rd Floor, Jakaya Kikwete Road
Nairobi 00200, Kenya
Tel: +254 (0) 20 273 4150
communications@ercafrica.org